

NATIONS UNIES
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE



Distr.
GÉNÉRALE
A/C.5/32/81
6 décembre 1977
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session
CINQUIÈME COMMISSION
Points 100 et 57 de l'ordre du jour

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1978-1979

RAPPORT DU COMITÉ SPECIAL CHARGE D'ENQUETER SUR LES PRATIQUES ISRAËLIENNES
AFFECTANT LES DROITS DE L'HOMME DE LA POPULATION DES TERRITOIRES OCCUPES

Incidences administratives et financières du projet de résolution
publié sous la cote A/SPC/32/L.16

Etat présenté par le Secrétaire général conformément à
l'article 153 du règlement intérieur

1. A sa 26ème séance, le 29 novembre 1977, la Commission politique spéciale a adopté le projet de résolution publié sous la cote A/SPC/32/L.16.
2. Aux termes du paragraphe 5 du projet de résolution, l'Assemblée générale prierait le Comité spécial de terminer son étude de tous les aspects mentionnés au paragraphe 4 du projet de résolution, en tenant compte des déclarations faites à la Commission politique spéciale, lors des trente et unième et trente-deuxième sessions de l'Assemblée générale, par le représentant de la République arabe syrienne, qui a dit que son gouvernement se réserve tous les droits d'être pleinement indemnisé de tous les dommages résultant de la destruction délibérée de Kouneïtra par Israël, y compris ceux qui ne sont pas mentionnés dans le rapport du Comité spécial (A/32/284) ou qui sortent du cadre de la mission confiée par le Comité spécial à l'expert que le Comité a engagé afin d'effectuer l'étude supplémentaire demandée en vertu de la résolution 31/106 D.
3. Aux termes du paragraphe 6, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général de fournir au Comité spécial tous les moyens nécessaires à l'accomplissement des tâches visées au paragraphe précédent.
4. Le Secrétaire général présume que le Comité spécial, à la première session qu'il tiendra en principe au début de 1978, déterminera quelles autres mesures concrètes seront peut-être nécessaires pour donner effet aux dispositions des paragraphes 4 et 5 du projet de résolution. Si ces mesures devaient entraîner des

dépenses supplémentaires, celles-ci seraient engagées avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, conformément aux dispositions de la résolution relative aux dépenses imprévues et extraordinaires pour l'exercice biennal 1978-1979.

5. En conséquence, si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution publié sous la cote A/SPC/32/L.16, les incidences financières qui découleraient éventuellement des décisions du Comité spécial seront traitées comme il est indiqué plus haut. Tout crédit supplémentaire qui deviendrait éventuellement nécessaire pourrait être demandé par la suite lors de la présentation du premier rapport sur l'exécution du budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979.
